

Consultation à la demande de la Ministre du Numérique concernant un avant-projet de loi portant diverses dispositions en matière d'économie III *(en ce qui concerne les noms de domaine)*

Comment réagir au présent document ?

Jusqu'au 21 août 2026
Uniquement par e-mail à consultation.sg@ibpt.be
Avec la référence : CONSULT-2026-B4

Personne de contact : Jan VANNIEUWENHUYSE, Premier Ingénieur-Conseiller (+32 2 226 87 59)

Les réponses sont attendues uniquement par voie électronique à l'adresse précisée

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

La présente consultation est faite à la demande de la Ministre du Numérique. En conséquence, il est à noter que l'ensemble des informations communiquées à l'IBPT en réponse à cette consultation seront considérées comme lui étant directement destinées et pourront lui être intégralement transmises en l'état dans lequel elles ont été communiquées, sans autre traitement ou vérification.

TABLE DES MATIÈRES

1. Objet.....3

2. Annexes.....4

1. Objet

L'avant-projet de loi soumis à la présente consultation publique fait partie d'une section d'un projet de loi « *portant dispositions diverses en matière d'économie III* ».

Sur proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre des Finances, de la Ministre de la Justice, de la Ministre du Numérique, du Ministre de la Protection des consommateurs, et de la Ministre des Classes moyennes, cette loi modifie le Code de droit économie et des lois ayant un impact sur l'économie.

Les modifications proposées de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « LCE ») en ce qui concerne les noms de domaine, s'inscrivent dans le cadre du « Plan d'action E-commerce Plus », dont la mesure 5.5 prévoit l'introduction d'une obligation de désigner un représentant légal au sein de l'UE afin de pouvoir prétendre à l'enregistrement d'un nom de domaine « .be ».

Dans le Titre IV de la LCE, « *La protection des intérêts de la société et des utilisateurs* », le chapitre III « *Protection des utilisateurs finaux* » est complété par une nouvelle section 5 « Noms de domaine », comprenant les nouveaux articles 136/1 à 136/3 qui reprennent intégralement le contenu des actuels articles 164/1 à 164/3 de la même loi. Ces articles étaient indûment placés parmi des « Dispositions transitoires ».

Quant au fond, les nouveautés consistent en l'ajout, au nouvel article 136/1 de la LCE (article 80 du dispositif), d'un nouveau paragraphe 2, afin de fixer les obligations à respecter par une personne physique ou morale titulaire d'un nom de domaine « .be », lorsqu'elle n'a pas son domicile, sa résidence principale, son siège social ou son établissement principal dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège.

Le nouvel article 136/3, qui reprend le contenu de l'ancien article 164/3 fixe, dans son paragraphe 2, les informations minimales nécessaires pour identifier et contacter les titulaires des noms de domaine et les points de contact qui gèrent les noms de domaine relevant des domaines de premier niveau. Le nouveau 5° concerne les informations en cas de désignation d'un représentant légal dans le cadre du nouvel article 136/1, § 2, de la LCE.

En outre, il a été tenu compte du projet de loi « dispositions diverses en matière de communications électroniques » pour lequel une consultation publique a été menée du 19 novembre 2025 au 10 janvier 2026, qui modifie déjà l'article 164/3 de la LCE, en supprimant un « doublon » (il y avait 2 paragraphes 2) par l'insertion d'un nouveau paragraphe 2/1. Le contenu dudit paragraphe 2/1 de l'article 164/3 de la LCE, est intégralement repris dans l'article 136/3, § 3, alinéa 2, (voir article 82 du présent projet) qui ne nécessite donc pas de consultation publique.

Quelques adaptations formelles habilitent le Roi à agir d'initiative ou sur proposition de l'Institut, conformément aux avis formulés par le Conseil d'Etat.

Une disposition transitoire (l'article 113 du dispositif) prévoit des règles relatives aux contrats en cours et une disposition finale (article 115 du dispositif) fixe un délai pour l'entrée en vigueur des modifications prévues.

2. Annexes

Annexe 1 : Dispositif

Annexe 2 : Exposé des motifs

Annexe 3 : Version coordonnée des lois modifiées

Bernardo Herman
Membre du Conseil

Peggy Valcke
Membre du Conseil

Stefaan Vyverman
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen
Président du Conseil

Annexe 1

KONINKRIJK BELGIË	ROYAUME DE BELGIQUE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE	SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE
Voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen inzake economie III	Avant-projet de loi portant dispositions diverses en matière d'économie III
FILIP, Koning der Belgen,	PHILIPPE, Roi des Belges,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.	A tous, présents et à venir, Salut.
Op de voordracht van de Minister van Economie, de Minister van Financiën, de Minister van Justitie, de Minister van Digitalisering, de Minister voor Consumentenbescherming en de Minister van Middenstand,	Sur la proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre des Finances, de la Ministre de la Justice, de la Ministre du Numérique, du Ministre de la Protection des consommateurs, et de la Ministre des Classes moyennes,
Hebben Wij besloten en besluiten Wij:	Nous avons arrêté et arrêtons :
De Minister van Economie is ermee belast in onze naam bij de Kamer van volksvertegenwoordigers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst hierna volgt:	Le Ministre de l'Economie est chargé de présenter en notre nom à la Chambre des représentants, le projet de loi dont la teneur suit :
HOOFDSTUK 1. – Algemene bepalingen	CHAPITRE 1^{er}. – Dispositions générales
Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.	Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.
(...)	(...)
HOOFDSTUK 4. – Andere maatregelen	CHAPITRE 4. – Autres mesures
(...)	(...)
Afdeling 4. – Wijziging van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie	Section 4. – Modification de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques
Art. 80. In titel IV, hoofdstuk III, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, wordt een afdeling 5 ingevoegd, met de titel «Domeinnamen».	Art. 80. Dans le titre IV, chapitre III, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, il est inséré une section 5, intitulée « Noms de domaine ».
Art. 81. In afdeling 5, ingevoegd bij artikel 80, wordt een artikel 136/1 ingevoegd, luidende:	Art. 81. Dans la section 5 insérée par l'article 80, il est inséré un article 136/1 rédigé comme suit :

"Art. 136/1. § 1. Het register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" :	« Art. 136/1. § 1 ^{er} . Le registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be » :
1° heeft een permanente vestigingsplaats en exploitatiezetel in België, onverminderd de mogelijkheid voor de betrokkene om een gedeelte van zijn technische infrastructuur in het buitenland onder te brengen, met als enig doel de betrouwbaarheid van de dienstverlening te verhogen;	1° possède un lieu d'établissement et un siège d'exploitation permanents en Belgique, sans préjudice de la possibilité pour l'intéressé de dédoubler une partie de son infrastructure technique à l'étranger, dans le seul but d'améliorer la fiabilité du service ;
2° heeft de vorm van een instelling zonder winstoogmerk;	2° se présente sous la forme d'un organisme sans but lucratif ;
3° brengt voor zijn prestaties een vergoeding in rekening die direct gerelateerd is aan de daadwerkelijk gemaakte kosten;	3° facture pour ses prestations une indemnité directement liée aux frais réellement encourus ;
4° stelt, volgens de nadere regels bepaald door het Instituut, kosteloos de voorzieningen zoals vastgelegd door het Instituut beschikbaar aan het Instituut zodat zonder ernstige onderbreking van de dienstverlening de overgang naar een nieuw register voor topleveldomeinnamen op een efficiënte en doelmatige wijze kan plaatsvinden. Deze voorzieningen bevatten minimaal een geactualiseerd register van domeinnamen en alle bijbehorende informatie van de houders van domeinnamen volgens de periodiciteit en de nadere regels bepaald door het Instituut in een vorm die onmiddellijk kan worden gebruikt om in geval van ernstig falen van het register voor topleveldomeinnamen de continuïteit en de stabiliteit van het Belgische Internet te vrijwaren; en	4° met, selon les modalités déterminées par l'Institut, gratuitement à la disposition de l'Institut les installations qu'il a prévues de sorte que le passage à un nouveau registre de noms de domaine de premier niveau puisse se faire de manière efficiente et efficace, sans interruption de service sérieuse. Ces installations comprennent au minimum un registre actualisé des noms de domaine et de toutes les informations afférentes des titulaires des noms de domaine selon la périodicité et les modalités fixées par l'Institut sous une forme pouvant être utilisée immédiatement en cas d'échec sérieux du registre de noms de domaine de premier niveau et afin de garantir la stabilité de l'Internet belge ; et
5° organiseert, bestuurt en beheert het topleveldomein ".be" in het algemeen belang en op basis van de beginselen van kwaliteit, efficiëntie, betrouwbaarheid en toegankelijkheid.	5° organise, administre et gère le domaine de premier niveau « .be » dans l'intérêt général et selon les principes de qualité, d'efficacité, de fiabilité et d'accessibilité.
§ 2. Wanneer de natuurlijke persoon of rechtspersoon die houder is van een ".be" domeinnaam zijn woonplaats, hoofdverblijfplaats, maatschappelijke zetel of hoofdvestiging niet heeft in een lidstaat van de Europese Unie, in IJsland, Liechtenstein of Noorwegen, wijst hij bij het register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" een wettelijke vertegenwoordiger aan die zijn woonplaats, hoofdverblijfplaats,	§ 2. Lorsque la personne physique ou morale titulaire d'un nom de domaine « .be » n'a pas son domicile, sa résidence principale, son siège social ou son établissement principal dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège, elle désigne auprès du registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be » un représentant légal ayant son domicile, sa résidence principale, son siège social ou son

maatschappelijke zetel of hoofdvestiging heeft in een lidstaat van de Europese Unie, in IJsland, Liechtenstein of Noorwegen.	établissement principal dans un Etat membre de l'Union Européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège.
De wettelijke vertegenwoordiger is een natuurlijke of rechtspersoon die door de houder van de ".be" domeinnaam wordt aangewezen om de communicatie met de toezichthoudende autoriteiten te vergemakkelijken met betrekking tot de voor het publiek toegankelijke diensten die aan deze domeinnaam zijn verbonden, met name voor het ontvangen en verwerken van officiële documenten die betrekking hebben op deze diensten."	Le représentant légal est une personne physique ou morale désignée par le titulaire du nom de domaine « .be » pour faciliter la communication avec les autorités de contrôle concernant les services accessibles au public qui sont associés à ce nom de domaine, notamment recevoir et traiter des documents officiels relatifs à ces services. ».
Art. 81/1. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel 136/2 ingevoegd, luidende:	Art. 81/1. Dans la même section 5, il est inséré un article 136/2 rédigé comme suit :
"Art. 136/2. In geval van ernstig falen van het register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be " neemt het Instituut in het belang van de eindgebruiker en de Belgische economie de nodige maatregelen om de continuïteit en de stabiliteit van het Belgische Internet te vrijwaren.	« Art. 136/2. En cas d'échec sérieux du registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be », l'Institut prend les mesures nécessaires dans l'intérêt de l'utilisateur final et de l'économie belge afin d'assurer la continuité et la stabilité de l'Internet belge.
Onder ernstig falen van het register voor topleveldomeinnamen wordt verstaan:	Par échec sérieux du registre de noms de domaine de premier niveau, l'on entend :
1° het hanteren van praktijken die illegaal of oneerlijk zijn en die de goede reputatie van het aan België gerelateerde topleveldomein ".be" in het gedrang brengen; of	1° l'application de pratiques illégales ou malhonnêtes et qui compromettent la bonne réputation du domaine de premier niveau « .be » lié à la Belgique ; ou
2° het onvermogen om de bereikbaarheid van een aanzienlijk aantal actieve domeinnamen van het topleveldomein ".be" te verzekeren; of	2° l'incapacité à assurer la disponibilité d'un nombre considérable de noms de domaine actifs du domaine de premier niveau « .be » ; ou
3° het onvermogen om de taken van een register voor topleveldomeinnamen, overeenkomstig de definitie van artikel 2, 48/1°, uit te voeren; of	3° l'incapacité à exécuter les tâches d'un bureau d'enregistrement de noms de domaine Internet conformément à la définition de l'article 2, 48/1° ; ou
4° het nalaten te voldoen aan de voorwaarden van artikel 136/1.	4° le fait de ne pas remplir les conditions de l'article 136/1.
In geval van hoogdringendheid kan het Instituut onmiddellijk op voorlopige basis een nieuw register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" aanwijzen. De kosten die dit tijdelijke register voor topleveldomeinnamen draagt in het kader van de door het Instituut opgedragen taken komen ten laste van het	En cas d'urgence, l'Institut peut désigner immédiatement un nouveau registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau " .be " à titre provisoire. Les coûts supportés par ce bureau d'enregistrement de noms de domaine Internet provisoire dans le cadre des tâches que l'Institut lui a confiées sont

Instituut en worden achteraf gerecupereerd van het uiteindelijk aangewezen register voor topleveldomeinnamen.	à charge de l'Institut et seront récupérés par la suite auprès du registre de noms de domaine de premier niveau finalement désigné.
Onmiddellijk na het aanwijzen van het tijdelijke register voor topleveldomeinnamen of als een dergelijke aanwijzing niet nodig is, lanceert het Instituut een oproep tot kandidaten in het Belgisch Staatsblad en publiceert het een bestek, dat de minimale voorwaarden voor het uitvoeren van de activiteit van het register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" bevat. De aanwijzing van het nieuwe register voor topleveldomeinnamen gebeurt op basis van een objectieve, transparante en niet-discriminerende procedure en objectieve, transparante en niet-discriminerende criteria.	Immédiatement après la désignation du registre de noms de domaine de premier niveau provisoire ou lorsqu'une telle désignation n'est pas nécessaire, l'Institut lance un appel aux candidats dans le Moniteur belge et publie un cahier des charges comprenant les conditions minimales relatives à l'exécution de l'activité du registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be ». La désignation du nouveau registre de noms de domaine de premier niveau se fait sur la base d'une procédure objective, transparente et non-discriminatoire ainsi que de critères objectifs, transparents et non-discriminatoires.
De entiteit die aangewezen wordt als register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be " is gehouden tot het naleven van de minimale voorwaarden van het bestek en tot het naleven van alle verbintenissen die in de loop van de selectieprocedure zijn aangegaan.”.	L'entité qui est désignée comme registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be » est tenue de respecter les conditions minimales du cahier des charges et de respecter tous les engagements pris au cours de la procédure de sélection. ».
Art. 82. In dezelfde afdeling 5 wordt een artikel 136/3 ingevoegd, luidende :	Art. 82. Dans la même section 5, il est inséré un article 136/3 rédigé comme suit :
“Art. 136/3. § 1. Registers voor topleveldomeinnamen en entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, verzamelen met de nodige zorgvuldigheid nauwkeurige en volledige domeinnaamregistratiegegevens en houden deze bij in een speciale database overeenkomstig het Unierecht inzake de bescherming van persoonsgegevens.	« Art. 136/3. § 1 ^{er} . Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine collectent, avec toute la diligence requise, les données d'enregistrement de noms de domaine et les maintiennent exactes et complètes au sein d'une base de données spécialisée conformément au droit de l'Union en matière de protection des données à caractère personnel.
§ 2. De domeinregistratiegegevens bedoeld in paragraaf 1 bevatten de noodzakelijke informatie om de houders van de domeinnamen en de contactpunten die de domeinnamen onder de topleveldomeinnamen beheren, te identificeren en te contacteren. Die informatie omvat ten minste:	§ 2. Les données d'enregistrement de noms de domaine visées au paragraphe 1 ^{er} contiennent les informations nécessaires pour identifier et contacter les titulaires des noms de domaine et les points de contact qui gèrent les noms de domaine relevant des domaines de premier niveau. Ces informations comprennent au moins les éléments suivants :
1° de domeinnaam;	1° le nom de domaine ;
2° de registratiedatum;	2° la date d'enregistrement ;

3° de naam van de houder van de domeinnaam, zijn e-mailadres en zijn telefoonnummer;	3° le nom du titulaire de nom de domaine, son adresse de courrier électronique et son numéro de téléphone ;
4° het e-mailadres en het telefoonnummer van het contactpunt dat de domeinnaam beheert, indien deze verschillen van die van de houder van de domeinnaam;	4° l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone permettant de contacter le point de contact qui gère le nom de domaine, si ces coordonnées sont différentes de celles du titulaire ;
5° bij de aanwijzing van een wettelijke vertegenwoordiger in het kader van artikel 136/1, § 2, de naam van de wettelijke vertegenwoordiger alsook zijn postadres, e-mail adres en zijn telefoonnummer. De vermelding van een louter postbusadres is niet voldoende voor de registratie.	5° lors de la désignation d'un représentant légal dans le cadre de l'article 136/1, § 2, le nom du représentant légal ainsi que son adresse postale, son adresse de courrier électronique et son numéro de téléphone. L'indication d'une simple boîte postale n'est pas suffisante pour l'enregistrement.
Op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan de Koning aanbieders van privacy- of proxy-registratiediensten en wederverkopers gelasten de domeinnaamregistratiegegevens die ze hebben verzameld te delen met de registrators, en de modaliteiten daarvan bepalen.	Sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, le Roi peut ordonner aux fournisseurs et aux revendeurs de services d'anonymisation ou d'enregistrement fiduciaire de partager les données d'enregistrement de noms de domaine avec les bureaux d'enregistrement et en définir les modalités.
De naleving van de in dit artikel bedoelde verplichtingen mag er niet toe leiden dat domeinnaamregistratiegegevens tweemaal worden verzameld bij de betrokkene. Daartoe werken de registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, met elkaar samen.	Le respect des obligations visées au présent article ne doit pas entraîner de répétition inutile de la collecte des données d'enregistrement de noms de domaine auprès de la personne concernée. A cet effet, les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine coopèrent entre eux.
Op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan de Koning de modaliteiten van deze samenwerking preciseren.	Sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, le Roi peut préciser les modalités de cette coopération.
§ 3. De registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, beschikken over beleidslijnen en procedures, waaronder verificatieprocedures, om te garanderen dat de in paragraaf 1 bedoelde databases juiste en volledige informatie bevatten. Deze beleidslijnen en procedures worden openbaar gemaakt.	§ 3. Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine disposent des politiques et des procédures, notamment des procédures de vérification, visant à garantir que les bases de données visées au paragraphe 1 ^{er} contiennent des informations exactes et complètes. Ces politiques et procédures sont mises à la disposition du public.
Indien uit verificatie blijkt dat de domeinnaamregistratiegegevens opgesomd in paragraaf 2, eerste lid, van een domeinnaam	S'il ressort de la vérification que les données d'enregistrement d'un nom de domaine énumérées au paragraphe 2, alinéa 1 ^{er} , sont

onjuist, onnauwkeurig of onvolledig zijn wordt voor nieuwe registraties de houder van de domeinnaam de kans gegeven om de domeinnaamregistratiegegevens te corrigeren vooraleer de domeinnaam actief wordt en voor bestaande domeinnamen krijgt de houder van de domeinnaam niet meer dan 1 maand tijd om de domeinnaamregistratiegegevens te corrigeren vooraleer de domeinnaam wordt gedeactiveerd, behalve voor de gevallen van misbruik en fraude waar de de-activatie en annulering onmiddellijk ingaat. Ingeval van de-activatie is de domeinnaam geblokkeerd en dus niet meer bereikbaar via het Internet.	incorrectes, inexactes ou incomplètes, le titulaire du nom de domaine a la possibilité de corriger les données d'enregistrement du nom de domaine avant que le nom de domaine ne devienne actif et, pour les noms de domaine existants, le titulaire du nom de domaine dispose d'un mois au maximum pour corriger les données d'enregistrement du nom de domaine avant que le nom de domaine ne soit désactivé, sauf dans les cas d'abus et de fraude, où la désactivation et l'annulation prennent effet immédiatement. Dans le cas d'une désactivation, le nom de domaine est bloqué et n'est donc plus accessible via l'internet.
De transfer van een geblokkeerde domeinnaam naar een andere entiteit die domeinnaamregistratiediensten verleent, is verboden.	Le transfert d'un nom de domaine bloqué à une autre entité fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine est interdit.
§ 4. De registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, maken de domeinnaamregistratiegegevens die geen persoonsgegevens zijn, onverwijld openbaar na de registratie van een domeinnaam.	§ 4. Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine rendent publiques, sans retard injustifié après l'enregistrement d'un nom de domaine, les données d'enregistrement du nom de domaine qui ne sont pas des données à caractère personnel.
§ 5. Op een naar behoren met redenen omkleed verzoek, verschaffen de registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, kosteloos, aan de legitieme toegangsvragende partijen, de gegevens opgesomd in paragraaf 2, eerste lid, onverwijld en in elk geval binnen tweeënzeventig uur na ontvangst van het verzoek, of vierentwintig uur na ontvangst van het verzoek ingeval van hoogdringendheid.	§ 5. Sur demande dûment motivée, les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine fournissent gratuitement les données énumérées au paragraphe 2, alinéa 1 ^{er} , aux demandeurs d'accès légitimes, sans retard injustifié et en tout état de cause dans un délai de septante-deux heures après réception de toute demande d'accès, ou vingt-quatre heures après réception de toute demande d'accès en cas d'urgence.
Legitieme toegangsvragende partijen omvatten elke natuurlijke of rechtspersoon die een verzoek indient voor het onderzoeken, vaststellen, uitoefenen of verdedigen van strafrechtelijke, burgerrechtelijke of andere bepalingen in het Unierecht of Belgisch recht.	Les demandeurs d'accès légitimes comprennent toute personne physique ou morale qui formule une demande d'examen, de constatation, d'exercice ou de défense de dispositions pénales, civiles ou autres du droit de l'Union ou du droit belge.
Als legitieme toegangsvragende partij worden beschouwd:	Sont considérés comme demandeurs d'accès légitimes :

1° elke persoon in het kader van inbreuken op intellectuele eigendomsrechten of naburige rechten;	1° toute personne dans le cadre de violations des droits de propriété intellectuelle ou des droits voisins;
2° het Instituut;	2° l'Institut;
3° het CCB;	3° le CCB;
4° het nationale CSIRT;	4° le CSIRT national;
5° de politiediensten;	5° les services de police;
6° de gerechtelijke overheden;	6° les autorités judiciaires;
7° de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;	7° les services de renseignement et de sécurité;
8° de FOD Economie;	8° le SPF Economie;
9° de FOD Financiën.	9° le SPF Finances.
Op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan de Koning bijkomende legitieme toegangsvragende partijen aan deze lijst toevoegen.	Sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, le Roi peut ajouter à cette liste des demandeurs d'accès légitimes supplémentaires.
De registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, stellen de verzoeker in staat om gemakkelijk zijn verzoek in te dienen.	Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine, offrent au demandeur la possibilité d'introduire aisément sa demande.
Er is sprake van hoogdringendheid indien het gebruik van een domeinnaam kan leiden tot levensbedreigende situaties en/of onherstelbare schade.	Il est question d'urgence si l'utilisation d'un nom de domaine peut conduire à des situations de danger de mort et/ou à des dommages irréparables.
Elke weigering van een naar behoren met redenen omkleed verzoek wordt met redenen omkleed.	Tout refus d'une demande dûment motivée est motivé.
Het beleid en de procedures met betrekking tot de bekendmaking van deze gegevens worden openbaar gemaakt.	Les politiques et procédures de divulgation de ces données sont rendues publiques.
De registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, mogen de houder van een domeinnaam niet op de hoogte brengen wanneer een verzoek zoals bedoeld in het eerste lid werd ingediend.	Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine ne peuvent pas informer le titulaire d'un nom de domaine lorsqu'une demande visée à l'alinéa 1 ^{er} a été formulée.
§ 6. Het Instituut kan een register voor topleveldomeinnamen of een entiteit die	§ 6. L'Institut peut donner des instructions contraignantes à un registre de noms de domaine

domeinnaamregistratiediensten verleent bindende instructies geven met het oog op de naleving van dit artikel.	de premier niveau ou à une entité fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine, en vue du respect du présent article.
§ 7. Indien een register voor topleveldomeinnamen of een entiteit die domeinnaamregistratiediensten verleent dit artikel, een in uitvoering van dit artikel aangenomen koninklijk besluit of een bindende instructie van het Instituut niet naleeft, kan het Instituut de in hoofdstuk 2 van de wet van 26 april 2024 tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid bedoelde administratieve maatregelen of geldboetes opleggen.”.	§ 7. Si un registre de noms de domaine de premier niveau ou une entité fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine ne respecte pas le présent article, un arrêté royal adopté en vertu du présent article ou une instruction contraignante émise par l'Institut, l'Institut peut imposer les mesures ou amendes administratives visées au chapitre 2 de la loi du 26 avril 2024 établissant un cadre pour la cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique. ».
(...)	(...)
HOOFDSTUK 5. – Opheffingsbepalingen	CHAPITRE 5. – Dispositions abrogatoires
(...)	(...)
Art. 111/1. In Titel VI, hoofdstuk III van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie worden de artikelen 164/1 tot 164/3 opgeheven.	Art. 111/1. Dans le Titre VI, Chapitre III, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, les articles 164/1 à 164/3 sont abrogés.
HOOFDSTUK 6. – Overgangsbepalingen	CHAPITRE 6. – Dispositions transitoires
(...)	(...)
Art. 113. De artikelen 136/1, § 2 en 136/3, § 2, 5°, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie zijn niet van toepassing op contracten die in uitvoering zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze artikelen, tot aan de verlenging van deze contracten bij het domeinnaamregister. De verlenging van een lopende contract, met inbegrip van stilzwijgende verlenging, en de wijziging van een contract, worden beschouwd als een nieuw contract.	Art. 113. Les articles 136/1, § 2 et 136/3, § 2, 5°, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ne s'appliquent pas aux contrats en cours d'exécution au moment de l'entrée en vigueur de ces articles, jusqu'au renouvellement de ces contrats auprès du registre des noms de domaine. Le renouvellement d'un contrat en cours, y compris par reconduction tacite, et la modification d'un contrat, sont considérés comme un nouveau contrat.
HOOFDSTUK 7. – Slotbepalingen	CHAPITRE 7. - Dispositions finales
(...)	(...)
Art. 115. De artikelen 80 tot 82 en 111/1 treden in werking op de eerste dag volgend op het verstrijken van een termijn van één jaar die aanvangt op de dag na die van hun bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.	Art. 115. Les articles 80 à 82 et 111/1 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai d'un an prenant cours le jour après celui de leur publication au Moniteur belge.

[illegible]

De Minister van Justitie,	La Ministre de la Justice,
Annelies VERLINDEN	
De Minister van Digitalisering,	La Ministre du Numérique,
Vanessa MATZ	
De Minister van Consumentenbescherming,	Le Ministre de la Protection des Consommateurs,
Rob BEENDERS	
De Minister van Middenstand,	La Ministre des Classes moyennes,
Eléonore SIMONET	

Annexe 2

KONINKRIJK BELGIË	ROYAUME DE BELGIQUE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE	SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE
Voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen inzake economie III	Avant-projet de loi portant dispositions diverses en matière d'économie III
MEMORIE VAN TOELICHTING	EXPOSE DES MOTIFS
(...)	(...)
<u>Artikelsgewijze bespreking</u>	<u>Commentaires des articles</u>
(...)	(...)
HOOFDSTUK 4. Andere maatregelen	CHAPITRE 4. Autre mesures
(...)	(...)
Afdeling 4. Wijzigingen van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie	Section 4. Modifications de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques
Artikel 80	Article 80
Dit artikel voegt een nieuwe afdeling 5 toe aan titel IV, hoofdstuk III, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna 'WEC'). Deze nieuwe afdeling neemt de inhoud van de huidige artikelen 164/1 tot 164/3 van diezelfde wet over. Die artikelen staan momenteel onder titel VI, hoofdstuk III, met als titel 'Overgangsbepalingen', terwijl deze bepalingen geenszins een tijdelijk karakter hebben. Daarom wordt in het hoofdstuk over de bescherming van de eindgebruikers een specifieke nieuwe afdeling opgenomen over domeinnamen.	Cet article insère une nouvelle section 5 dans le titre IV, chapitre III, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après « LCE »). Cette nouvelle section reprend le contenu des actuels articles 164/1 à 164/3 de la même loi. Ces articles figurent actuellement dans le titre VI, chapitre III, intitulé « Dispositions transitoires », alors que ces dispositions n'ont aucun caractère transitoire. C'est la raison pour laquelle une nouvelle section spécifique aux noms de domaines est dès lors intégrée au sein du chapitre relatif à la protection des utilisateurs finaux.
Het geografische topleveldomein ".be" (ccTLD) is immers een belangrijk onderdeel van de Belgische internetinfrastructuur en de goede werking van het domeinnaamsysteem is cruciaal voor onze economie.	Le domaine géographique de premier niveau « .be » (ccTLD) est en effet une composante importante de l'infrastructure Internet belge et le bon fonctionnement du système des noms de domaine est vital pour notre économie.
Naast die overname van de inhoud van de bestaande artikels 164/1 tot 164/3 van de WEC	Outre l'intégration du contenu des actuels articles 164/1 à 164/3 de la LCE, quelques des

worden er ook enkele belangrijke inhoudelijke wijzigingen aangebracht en hierna toegelicht.	modifications de fond sont également apportées et explicitées ci-après.
Artikel 81	Article 81
Zoals toegelicht in de commentaar bij het vorige artikel, dit artikel voegt een paragraaf 2 in artikel 136/1, van dezelfde wet. Het bepaalt dat houders van een domeinnaam “.be” die natuurlijke of rechtspersonen zijn en die hun hoofdverblijfplaats, woonplaats, maatschappelijke zetel of hoofdvestiging niet hebben in een lidstaat van de Europese Unie, in IJsland, Liechtenstein of Noorwegen, bij het register van domeinnamen een wettelijke vertegenwoordiger moeten aanwijzen die zijn woonplaats, hoofdverblijfplaats, maatschappelijke zetel of hoofdvestiging heeft in een lidstaat van de Europese Unie, in IJsland, Liechtenstein of Noorwegen, zijnde lidstaten van de Europese Economische Ruimte (EER).	Comme expliqué dans le commentaire de l'article précédent, cet article insère un paragraphe 2 à l'article 136/1, de la même loi. Il prévoit que les titulaires d'un nom de domaine « .be » qui sont des personnes physiques ou morales qui n'ont pas leur résidence principale, domicile, leur siège social ou établissement principal dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège doivent désigner auprès du registre des noms de domaine un représentant légal ayant son domicile, sa résidence principale son siège social ou son établissement principal dans un Etat membre de l'Union Européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège qui sont des Etats membres de l'Espace économique européen (EEE).
Deze bepaling neemt in het nieuwe artikel 136/1, § 1, van de WEC de inhoud over van het bestaande artikel 164/1 (hierna opgeheven door artikel X7). Verder wordt een nieuwe paragraaf 2 ingevoegd om duidelijke regels op te leggen aan houders van een .be-domeinnaam zonder hoofdverblijfplaats, woonplaats, maatschappelijke zetel of hoofdvestiging in een lidstaat van de Europese Unie, IJsland, Liechtenstein of Noorwegen. Zij moeten bij het register van topleveldomeinnamen een wettelijke vertegenwoordiger aanwijzen met woonplaats, hoofdverblijfplaats, maatschappelijke zetel of hoofdvestiging in een lidstaat van de Europese Unie, IJsland, Liechtenstein of Noorwegen, de lidstaten van de Europese Economische ruimte (EER). Het register in kwestie is bevoegd om de nadere regels voor de registratie te bepalen.	Cette disposition reprend dans le nouvel article 136/1, § 1^{er}, de la LCE le contenu de l'actuel article 164/1 de la même loi (abrogé ci-après par l'article X7). En outre, un nouveau paragraphe 2 est inséré afin d'imposer des règles claires aux titulaires d'un nom de domaine « .be » qui n'ont pas de résidence principale, de domicile, de siège social ou d'établissement principal dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège. Elles doivent désigner auprès du registre des noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau un représentant légal ayant son domicile, sa résidence principale son siège social ou son établissement principal dans un Etat membre de l'Union Européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège, Etats membres de l'Espace économique européen (EEE). Ledit registre est compétent pour fixer les modalités d'enregistrement.
Het geografische topleveldomein “.be” (ccTLD) is een belangrijk onderdeel van de Belgische internetinfrastructuur en de goede werking van het domeinnaamsysteem is cruciaal voor onze economie.	Le domaine géographique de premier niveau « .be » (ccTLD) est une composante importante de l'infrastructure Internet belge et le bon fonctionnement du système des noms de domaine est vital pour notre économie.
Vandaag hebben talrijke websites die als “.be” zijn geregistreerd geen enkele band met België, noch zelfs met Europa. Elke Belgische, Amerikaanse of Chinese onderneming kan een	Aujourd'hui, de nombreux sites enregistrés comme « .be » n'ont aucun lien ni avec la Belgique, ni même avec l'Europe. Toute société belge, américaine ou chinoise peut obtenir une

“.be”-extensie voor haar website verkrijgen. Het doel is de toegang tot een “.be”-domeinnaam strenger te omkaderen teneinde het vertrouwen en de legitimiteit bij de consumenten te versterken. Deze verplichting zal de bevoegde autoriteiten in staat stellen om gemakkelijker contact op te nemen met buitenlandse ondernemingen via de wettelijke vertegenwoordiger.	extension « .be » de son site internet. L’objectif est d’encadrer plus strictement l’accès à un nom de domaine « .be » afin de renforcer la confiance et la légitimité auprès des consommateurs. Cette obligation permettra aux autorités compétentes de prendre plus facilement contact avec des entreprises étrangères par l’intermédiaire du représentant légal.
De aanwijzing door de houder van een domeinnaam van een wettelijke vertegenwoordiger binnen de Europese Unie is een van de maatregelen die is geïdentificeerd in het federale actieplan « E-commerce PLUS », opgesteld in het kader van de ministeriële Taskforce E-commerce. Deze verplichting moet de houders van “.be”-domeinnamen in staat stellen aan te tonen dat er een aanspreekpunt binnen de Europese markt bestaat, en zo het vertrouwen van consumenten in e-commerce versterken. Het draagt bovendien bij tot een level playing field tussen marktdeelnemers. Belgische consumenten hebben immers doorgaans meer vertrouwen in websites met de extensie “.be”, omdat zij ervan uitgaan dat zij producten aankopen bij een Belgische of in de EU verankerde verkoper.	La désignation par le titulaire d’un nom de domaine d’un représentant légal au sein de l’Union européenne est une des mesures identifiées dans le plan d’action fédéral « E-commerce PLUS », élaboré dans le cadre de la Taskforce ministérielle E-commerce. Cette obligation doit permettre aux titulaires de noms de domaine « .be » de démontrer l’existence d’un point de contact sur le marché européen, renforçant ainsi la confiance des consommateurs dans le commerce électronique. Il contribue également à établir des conditions de concurrence équitables entre les opérateurs économiques. En effet, les consommateurs belges associent généralement l’extension « .be » à des sites belges ou à des vendeurs établis dans l’Union européenne, ce qui les amène à présumer qu’ils achètent des produits auprès d’un vendeur belge ou solidement ancré dans l’UE.
Houders van domeinnamen « .be » zijn niet noodzakelijk de uitbaters van de websites waartoe de domeinnaam toegang geeft. Het invoeren van een vereiste van Europese verankering in een juridisch-procedurele aanpak, naast de technico-administratieve aanpak, in de toegangsvoorwaarden tot “.be”, zou een echte meerwaarde vormen doordat de controleprocedures, met name van de bevoegde markttoezichtautoriteiten zou vergemakkelijken, dankzij het bestaan van een aanspreekpunt dat toegankelijk is binnen de Europese Economische Ruimte.	Les titulaires de noms de domaine « .be » ne sont pas nécessairement les exploitants des sites Web auxquels le nom de domaine donne accès. Introduire une exigence d’ancrage européen dans une approche juridico-procédurale, en plus de l’approche technico-administrative, dans les conditions d’accès au « .be », constituerait une réelle plus-value en permettant de faciliter les procédures de contrôle, notamment des autorités de surveillance du marché compétentes, grâce à l’existence d’un interlocuteur accessible au sein de l’espace économique européen.
Het Duitse model voor de regulering van het beheer van domeinnamen voorziet dat de buitenlandse houder van de domeinnaam « .de » een wettelijke vertegenwoordiger in Duitsland aanwijst om officiële en gerechtelijke documenten te ontvangen.	Le modèle allemand d’encadrement de la gestion des noms de domaine prévoit la désignation, par le titulaire étranger, du nom de domaine « .de », d’un représentant légal en Allemagne pour recevoir des documents officiels et judiciaires.

Artikel 81/1	Article 81/1
Deze bepaling neemt de inhoud van het bestaande artikel 164/2 van de WEC integraal over.	Cette disposition reprend intégralement le contenu de l'actuel article 164/2 de la LCE.
Artikel 82	Article 82
Deze bepaling voegt in de nieuwe afdeling 5 een nieuw artikel 136/3 in, waarin de inhoud wordt overgenomen van het bestaande artikel 164/3 van de WEC met vernummering van de paragrafen omdat paragraaf 2 twee keer voorkomt.	Cette disposition insère dans la nouvelle section 5 un nouvel article 136/3 qui reprend le contenu de l'actuel article 164/3 de la LCE avec une renumérotation des paragraphes en raison d'un doublon du paragraphe 2.
Paragraaf 2 wordt aangevuld met een nieuwe bepaling onder 5°, zodat het op basis van de lijst met noodzakelijke informatie voor de registratie van .be-domeinnamen mogelijk is de wettelijke vertegenwoordigers te achterhalen van de houders van domeinnamen wanneer de natuurlijke of rechtspersoon die eigenaar is van de domeinnaam, geen hoofdverblijfplaats, woonplaats, maatschappelijke zetel of hoofdvestiging heeft in een lidstaat van de Europese Unie, IJsland, Liechtenstein of Noorwegen.	Le paragraphe 2 est complété par un nouveau 5° afin que, sur base de la liste des informations minimales dans le cadre de l'enregistrement des noms de domaine « .be », il soit possible d'identifier les représentants légaux des titulaires des noms de domaines lorsque la personne physique ou morale titulaire du nom de domaine lorsque cette dernière n'a pas de résidence principale, de domicile, de siège social ou d'établissement principal dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège.
Voor deze natuurlijke of rechtspersonen zijn de naam, het postadres, het e-mail adres en het telefoonnummer van de wettelijke vertegenwoordiger inderdaad noodzakelijke gegevens om de identificatie en de communicatie met de houder van een domeinnaam te verzekeren.	Pour ces personnes physiques ou morales, le nom, l'adresse postale, l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone du représentant légal sont en effet des données nécessaires afin de garantir l'identification et la communication avec le titulaire du nom de domaine.
(...)	(...)
HOOFDSTUK 5. Opheffingsbepalingen	CHAPITRE 5. Dispositions abrogatoires
(...)	(...)
Artikel 111/1	Article 111/1
Deze bepaling heft de artikelen op die achterhaald zijn door de opneming van de inhoud ervan in de nieuwe artikelen 136/1 tot en met 136/3 van de wet van 13 juni 2005.	Cette disposition abroge les articles devenus désuets suite à l'intégration de leur contenu dans les nouveaux articles 136/1 à 136/3 de la loi du 13 juin 2005.
HOOFDSTUK 6. Overgangsbepalingen	CHAPITRE 6. Dispositions transitoires
(...)	(...)

Artikel 113	Article 113
Dit artikel voegt een overgangsbepaling in om bestaande contracten met betrekking tot de “.be” topleveldomeinnaam niet met terugwerkende kracht te onderwerpen aan de nieuwe bepalingen die door deze wet worden ingevoerd. Zo kan het domeinnaamregister de nieuwe voorwaarden voor het verkrijgen van een “.be” topleveldomeinnaam controleren voor nieuwe contracten, alsook bij de verlenging van contracten na de inwerkingtreding van deze wet.	Cet article insère une disposition transitoire afin de ne pas soumettre de manière rétroactive les contrats existants relatifs au nom de domaine de premier niveau « .be » aux nouvelles dispositions introduites par la présente loi. De la sorte, le registre des noms de domaines pourra effectuer les vérifications des nouvelles conditions nécessaires pour l’obtention d’un nom de domaine de premier niveau « .be » aux nouveaux contrats ainsi que lors du renouvellement des contrats après l’entrée en vigueur de la présente loi.
HOOFDSTUK 7. Slotbepalingen	CHAPITRE 7. Dispositions finales
(…)	(…)
Artikel 115	Article 115
Dit artikel bepaalt dat artikelen 80 à 82 et 111/1 treden in werking op de eerste dag volgend op het verstrijken van een termijn van één jaar die aanvangt op de dag na die van hun na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad. Gelet op de technische en operationele impact van deze bepalingen, met name voor de operatoren die actief zijn in het beheer van domeinnamen, is bepaald dat deze pas in werking treden na afloop van een termijn van één jaar na de bekendmaking van de wet. Deze termijn heeft tot doel de betrokken actoren in staat te stellen hun systemen, hun contractuele bepalingen en hun infrastructures aan te passen aan de nieuwe wettelijke vereisten.	Cet article prévoit que les articles 80 à 82 et 111/1 entrent en vigueur le premier jour du mois qui suit l’expiration d’un délai d’un an prenant cours le jour après celui de leur publication au Moniteur belge. Compte tenu de l’impact technique et opérationnel de ces dispositions, notamment pour les opérateurs actifs dans la gestion des noms de domaine, il est prévu que celles-ci n’entrent en vigueur qu’à l’issue d’un délai d’un an suivant la publication de la loi. Ce délai vise à permettre aux acteurs concernés d’adapter leurs systèmes, leurs conditions contractuelles et leurs infrastructures aux nouvelles exigences légales.
Daarnaast wordt, om de rechtszekerheid te waarborgen en de gerechtvaardigde verwachtingen van de contracterende partijen te eerbiedigen, voorzien in een overgangsbepaling voor de contracten die in uitvoering zijn op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze bepalingen. Deze contracten zijn niet onmiddellijk onderworpen aan de nieuwe regels; deze worden slechts op hen van toepassing op het moment van hun vernieuwing bij het register van domeinnamen.	Par ailleurs, afin de garantir la sécurité juridique et de respecter les attentes légitimes des parties contractantes, une disposition transitoire est prévue pour les contrats en cours d’exécution au moment de l’entrée en vigueur desdites dispositions. Ces contrats ne sont pas immédiatement soumis aux nouvelles règles, lesquelles ne leur deviennent applicables qu’au moment de leur renouvellement auprès du registre des noms de domaine.
Ten slotte wordt, met het oog op de duidelijkheid en de doeltreffendheid van de norm, verduidelijkt dat zowel de vernieuwing van een lopend contract – met inbegrip van stilzwijgende	Enfin, dans un souci de clarté et d’effectivité, il est précisé que tant le renouvellement d’un contrat en cours - y compris en cas de reconduction tacite - que toute modification

verlenging – als elke contractwijziging wordt gelijkgesteld met het sluiten van een nieuw contract. Deze verduidelijking heeft tot doel elk omzeilen van de nieuwe bepalingen te voorkomen en een uniforme toepassing van het door de wet ingevoerde rechtsregime te waarborgen.	contractuelle sont assimilés à la conclusion d'un nouveau contrat. Cette précision permet d'éviter tout contournement des nouvelles dispositions et d'assurer une application uniforme du régime juridique instauré par la loi.
Dit is, Dames en Heren, de draagwijdte van het ontwerp dat de Regering de eer heeft u ter goedkeuring voor te leggen.	Voici, Mesdames et Messieurs, la portée du projet que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à votre approbation.
De Minister van Economie,	Le Ministre de l'Economie,
David CLARINVAL	
De Minister van Financiën,	Le Ministre des Finances,
Jan JAMBON	
De Minister van Justitie,	La Ministre de la Justice,
Annelies VERLINDEN	
De Minister van Digitalisering,	La Ministre du Numérique,

Vanessa MATZ	
De Minister van Consumentenbescherming,	Le Ministre de la Protection des Consommateurs,
Rob BEENDERS	
De Minister van Middenstand,	La Ministre des Classes moyennes,
Eléonore SIMONET	

Annexe 3

Wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie	Loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques
(...)	(...)
TITEL IV. - De bescherming van de belangen van de maatschappij en van de gebruikers.	TITRE IV. - La protection des intérêts de la société et des utilisateurs.
(...)	(...)
HOOFDSTUK III. - Bescherming van de eindgebruikers.	CHAPITRE III. - Protection des utilisateurs finaux
(...)	(...)
Afdeling 4. - Medewerking met de ombudsdienst voor telecomcommunicatie.	Section 4. - Collaboration avec le service de médiation pour les télécommunications.
Art. 136 (...)	Art. 136 (...)
Afdeling 5. Domeinnamen	Section 5. Noms de domaine
"Art. 136/1. § 1. Het register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" :	« Art. 136/1. § 1^{er}. Le registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be » :
1° heeft een permanente vestigingsplaats en exploitatiezetel in België, onverminderd de mogelijkheid voor de betrokkene om een gedeelte van zijn technische infrastructuur in het buitenland onder te brengen, met als enig doel de betrouwbaarheid van de dienstverlening te verhogen;	1° possède un lieu d'établissement et un siège d'exploitation permanents en Belgique, sans préjudice de la possibilité pour l'intéressé de dédoubler une partie de son infrastructure technique à l'étranger, dans le seul but d'améliorer la fiabilité du service ;
2° heeft de vorm van een instelling zonder winstoogmerk;	2° se présente sous la forme d'un organisme sans but lucratif ;
3° brengt voor zijn prestaties een vergoeding in rekening die direct gerelateerd is aan de daadwerkelijk gemaakte kosten;	3° facture pour ses prestations une indemnité directement liée aux frais réellement encourus ;
4° stelt, volgens de nadere regels bepaald door het Instituut, kosteloos de voorzieningen zoals vastgelegd door het Instituut beschikbaar aan het Instituut zodat zonder ernstige onderbreking van de dienstverlening de overgang naar een nieuw register voor topleveldomeinnamen op een efficiënte en doelmatige wijze kan plaatsvinden. Deze voorzieningen bevatten minimaal een geactualiseerd register van domeinnamen en alle	4° met, selon les modalités déterminées par l'Institut, gratuitement à la disposition de l'Institut les installations qu'il a prévues de sorte que le passage à un nouveau registre de noms de domaine de premier niveau puisse se faire de manière efficiente et efficace, sans interruption de service sérieuse. Ces installations comprennent au minimum un registre actualisé des noms de domaine et de toutes les

bijbehorende informatie van de houders van domeinnamen volgens de periodiciteit en de nadere regels bepaald door het Instituut in een vorm die onmiddellijk kan worden gebruikt om in geval van ernstig falen van het register voor topleveldomeinnamen de continuïteit en de stabiliteit van het Belgische Internet te vrijwaren; en	informations afférentes des titulaires des noms de domaine selon la périodicité et les modalités fixées par l'Institut sous une forme pouvant être utilisée immédiatement en cas d'échec sérieux du registre de noms de domaine de premier niveau et afin de garantir la stabilité de l'Internet belge ; et
5° organiseert, bestuurt en beheert het topleveldomein ".be" in het algemeen belang en op basis van de beginselen van kwaliteit, efficiëntie, betrouwbaarheid en toegankelijkheid.	5° organise, administre et gère le domaine de premier niveau « .be » dans l'intérêt général et selon les principes de qualité, d'efficacité, de fiabilité et d'accessibilité.
§ 2. Wanneer de natuurlijke persoon of rechtspersoon die houder is van een ".be" domeinnaam zijn woonplaats, hoofdverblijfplaats, maatschappelijke zetel of hoofdvestiging niet heeft in een lidstaat van de Europese Unie, in IJsland, Liechtenstein of Noorwegen, wijst hij bij het register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" een wettelijke vertegenwoordiger aan die zijn woonplaats, hoofdverblijfplaats, maatschappelijke zetel of hoofdvestiging heeft in een lidstaat van de Europese Unie, in IJsland, Liechtenstein of Noorwegen.	§ 2. Lorsque la personne physique ou morale titulaire d'un nom de domaine « .be » n'a pas son domicile, sa résidence principale, son siège social ou son établissement principal dans un Etat membre de l'Union européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège, elle désigne auprès du registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be » un représentant légal ayant son domicile, sa résidence principale, son siège social ou son établissement principal dans un Etat membre de l'Union Européenne, en Islande, au Liechtenstein, ou en Norvège.
De wettelijke vertegenwoordiger is een natuurlijke of rechtspersoon die door de houder van de ".be" domeinnaam wordt aangewezen om de communicatie met de toezichthoudende autoriteiten te vergemakkelijken met betrekking tot de voor het publiek toegankelijke diensten die aan deze domeinnaam zijn verbonden, met name voor het ontvangen en verwerken van officiële documenten die betrekking hebben op deze diensten.	Le représentant légal est une personne physique ou morale désignée par le titulaire du nom de domaine « .be » pour faciliter la communication avec les autorités de contrôle concernant les services accessibles au public qui sont associés à ce nom de domaine, notamment recevoir et traiter des documents officiels relatifs à ces services.
Art. 136/2. In geval van ernstig falen van het register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be " neemt het Instituut in het belang van de eindgebruiker en de Belgische economie de nodige maatregelen om de continuïteit en de stabiliteit van het Belgische Internet te vrijwaren.	Art. 136/2. En cas d'échec sérieux du registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be », l'Institut prend les mesures nécessaires dans l'intérêt de l'utilisateur final et de l'économie belge afin d'assurer la continuité et la stabilité de l'Internet belge.
Onder ernstig falen van het register voor topleveldomeinnamen wordt verstaan :	Par échec sérieux du registre de noms de domaine de premier niveau, l'on entend :
1° het hanteren van praktijken die illegaal of oneerlijk zijn en die de goede reputatie van het	1° l'application de pratiques illégales ou malhonnêtes et qui compromettent la bonne

aan België gerelateerde topleveldomein ".be" in het gedrang brengen, of	réputation du domaine de premier niveau « .be » lié à la Belgique, ou
2° het onvermogen om de bereikbaarheid van een aanzienlijk aantal actieve domeinnamen van het topleveldomein ".be" te verzekeren, of	2° l'incapacité à assurer la disponibilité d'un nombre considérable de noms de domaine actifs du domaine de premier niveau « .be », ou
3° het onvermogen om de taken van een register voor topleveldomeinnamen, overeenkomstig de definitie van artikel 2, 48/1°, uit te voeren, of	3° l'incapacité à exécuter les tâches d'un bureau d'enregistrement de noms de domaine Internet conformément à la définition de l'article 2, 48/1°, ou
4° het nalaten te voldoen aan de voorwaarden van artikel 136/1.	4° le fait de ne pas remplir les conditions de l'article 136/1.
In geval van hoogdringendheid kan het Instituut onmiddellijk op voorlopige basis een nieuw register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" aanwijzen. De kosten die dit tijdelijke register voor topleveldomeinnamen draagt in het kader van de door het Instituut opgedragen taken komen ten laste van het Instituut en worden achteraf gerecupereerd van het uiteindelijk aangewezen register voor topleveldomeinnamen.	En cas d'urgence, l'Institut peut désigner immédiatement un nouveau registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau ".be" à titre provisoire. Les coûts supportés par ce bureau d'enregistrement de noms de domaine Internet provisoire dans le cadre des tâches que l'Institut lui a confiées sont à charge de l'Institut et seront récupérés par la suite auprès du registre de noms de domaine de premier niveau finalement désigné.
Onmiddellijk na het aanwijzen van het tijdelijke register voor topleveldomeinnamen of als een dergelijke aanwijzing niet nodig is, lanceert het Instituut een oproep tot kandidaten in het Belgisch Staatsblad en publiceert het een bestek, dat de minimale voorwaarden voor het uitvoeren van de activiteit van het register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" bevat. De aanwijzing van het nieuwe register voor topleveldomeinnamen gebeurt op basis van een objectieve, transparante en niet-discriminerende procedure en objectieve, transparante en niet-discriminerende criteria.	Immédiatement après la désignation du registre de noms de domaine de premier niveau provisoire ou lorsqu'une telle désignation n'est pas nécessaire, l'Institut lance un appel aux candidats dans le Moniteur belge et publie un cahier des charges comprenant les conditions minimales relatives à l'exécution de l'activité du registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be ». La désignation du nouveau registre de noms de domaine de premier niveau se fait sur la base d'une procédure objective, transparente et non-discriminatoire ainsi que de critères objectifs, transparents et non-discriminatoires.
De entiteit die aangewezen wordt als register voor topleveldomeinnamen van het topleveldomein ".be" is gehouden tot het naleven van de minimale voorwaarden van het bestek en tot het naleven van alle verbintenissen die in de loop van de selectieprocedure zijn aangegaan.	L'entité qui est désignée comme registre de noms de domaine de premier niveau du domaine de premier niveau « .be » est tenue de respecter les conditions minimales du cahier des charges et de respecter tous les engagements pris au cours de la procédure de sélection.
Art. 136/3. § 1. Registers voor topleveldomeinnamen en entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, verzamelen met de nodige zorgvuldigheid	Art. 136/3. § 1^{er}. Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine collectent, avec toute la

nauwkeurige en volledige domeinnaamregistratiegegevens en houden deze bij in een speciale database overeenkomstig het Unierecht inzake de bescherming van persoonsgegevens.	diligence requise, les données d'enregistrement de noms de domaine et les maintiennent exactes et complètes au sein d'une base de données spécialisée conformément au droit de l'Union en matière de protection des données à caractère personnel.
§ 2. De domeinregistratiegegevens bedoeld in paragraaf 1 bevatten de noodzakelijke informatie om de houders van de domeinnamen en de contactpunten die de domeinnamen onder de topleveldomeinnamen beheren, te identificeren en te contacteren. Die informatie omvat ten minste:	§ 2. Les données d'enregistrement de noms de domaine visées au paragraphe 1er contiennent les informations nécessaires pour identifier et contacter les titulaires des noms de domaine et les points de contact qui gèrent les noms de domaine relevant des domaines de premier niveau. Ces informations comprennent au moins les éléments suivants:
1° de domeinnaam;	1° le nom de domaine;
2° de registratiedatum;	2° la date d'enregistrement;
3° de naam van de houder van de domeinnaam, zijn e-mailadres en zijn telefoonnummer;	3° le nom du titulaire de nom de domaine, son adresse de courrier électronique et son numéro de téléphone;
4° het e-mailadres en het telefoonnummer van het contactpunt dat de domeinnaam beheert, indien deze verschillen van die van de houder van de domeinnaam;	4° l'adresse de courrier électronique et le numéro de téléphone permettant de contacter le point de contact qui gère le nom de domaine, si ces coordonnées sont différentes de celles du titulaire;
5° bij de aanwijzing van een wettelijke vertegenwoordiger in het kader van artikel 136/1, § 2, de naam van de wettelijke vertegenwoordiger alsook zijn postadres, e-mail adres en zijn telefoonnummer. De vermelding van een louter postbusadres is niet voldoende voor de registratie.	5° lors de la désignation d'un représentant légal dans le cadre de l'article 136/1, § 2, le nom du représentant légal ainsi que son adresse postale, son adresse de courrier électronique et son numéro de téléphone. L'indication d'une simple boîte postale n'est pas suffisante pour l'enregistrement.
Op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan de Koning aanbieders van privacy- of proxy-registratiediensten en wederverkopers gelasten de domeinnaamregistratiegegevens die ze hebben verzameld te delen met de registrators, en de modaliteiten daarvan bepalen.	Sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, le Roi peut ordonner aux fournisseurs et aux revendeurs de services d'anonymisation ou d'enregistrement fiduciaire de partager les données d'enregistrement de noms de domaine avec les bureaux d'enregistrement et en définir les modalités.
De naleving van de in dit artikel bedoelde verplichtingen mag er niet toe leiden dat domeinnaamregistratiegegevens tweemaal worden verzameld bij de betrokkene. Daartoe werken de registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die	Le respect des obligations visées au présent article ne doit pas entraîner de répétition inutile de la collecte des données d'enregistrement de noms de domaine auprès de la personne concernée. A cet effet, les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités

domeinnaamregistratiediensten verlenen, met elkaar samen.	fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine coopèrent entre eux.
Op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan de Koning de modaliteiten van deze samenwerking preciseren.	Sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, le Roi peut préciser les modalités de cette coopération.
§ 3. De registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, beschikken over beleidslijnen en procedures, waaronder verificatieprocedures, om te garanderen dat de in paragraaf 1 bedoelde databases juiste en volledige informatie bevatten. Deze beleidslijnen en procedures worden openbaar gemaakt.	§ 3. Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine disposent des politiques et des procédures, notamment des procédures de vérification, visant à garantir que les bases de données visées au paragraphe 1er contiennent des informations exactes et complètes. Ces politiques et procédures sont mises à la disposition du public.
Indien uit verificatie blijkt dat de domeinnaamregistratiegegevens opgesomd in paragraaf 2, eerste lid, van een domeinnaam onjuist, onnauwkeurig of onvolledig zijn wordt voor nieuwe registraties de houder van de domeinnaam de kans gegeven om de domeinnaamregistratiegegevens te corrigeren vooraleer de domeinnaam actief wordt en voor bestaande domeinnamen krijgt de houder van de domeinnaam niet meer dan 1 maand tijd om de domeinnaamregistratiegegevens te corrigeren vooraleer de domeinnaam wordt gedeactiveerd, behalve voor de gevallen van misbruik en fraude waar de de-activatie en annulering onmiddellijk ingaat. Ingeval van de-activatie is de domeinnaam geblokkeerd en dus niet meer bereikbaar via het Internet.	S'il ressort de la vérification que les données d'enregistrement d'un nom de domaine énumérées au paragraphe 2, alinéa 1er, sont incorrectes, inexactes ou incomplètes, le titulaire du nom de domaine a la possibilité de corriger les données d'enregistrement du nom de domaine avant que le nom de domaine ne devienne actif et, pour les noms de domaine existants, le titulaire du nom de domaine dispose d'un mois au maximum pour corriger les données d'enregistrement du nom de domaine avant que le nom de domaine ne soit désactivé, sauf dans les cas d'abus et de fraude, où la désactivation et l'annulation prennent effet immédiatement. Dans le cas d'une désactivation, le nom de domaine est bloqué et n'est donc plus accessible via l'internet.
De transfer van een geblokkeerde domeinnaam naar een andere entiteit die domeinnaamregistratiediensten verleent, is verboden.	Le transfert d'un nom de domaine bloqué à une autre entité fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine est interdit.
§ 4. De registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, maken de domeinnaamregistratiegegevens die geen persoonsgegevens zijn, onverwijld openbaar na de registratie van een domeinnaam.	§ 4. Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine rendent publiques, sans retard injustifié après l'enregistrement d'un nom de domaine, les données d'enregistrement du nom de domaine qui ne sont pas des données à caractère personnel.
§ 5. Op een naar behoren met redenen omkleed verzoek, verschaffen de registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen,	§ 5. Sur demande dûment motivée, les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine fournissent gratuitement les

kosteloos, aan de legitieme toegangvragende partijen, de gegevens opgesomd in paragraaf 2, eerste lid, onverwijld en in elk geval binnen tweeënzeventig uur na ontvangst van het verzoek, of vierentwintig uur na ontvangst van het verzoek ingeval van hoogdringendheid.	données énumérées au paragraphe 2, alinéa 1er, aux demandeurs d'accès légitimes, sans retard injustifié et en tout état de cause dans un délai de septante-deux heures après réception de toute demande d'accès, ou vingt-quatre heures après réception de toute demande d'accès en cas d'urgence.
Legitieme toegangvragende partijen omvatten elke natuurlijke of rechtspersoon die een verzoek indient voor het onderzoeken, vaststellen, uitoefenen of verdedigen van strafrechtelijke, burgerrechtelijke of andere bepalingen in het Unierecht of Belgisch recht.	Les demandeurs d'accès légitimes comprennent toute personne physique ou morale qui formule une demande d'examen, de constatation, d'exercice ou de défense de dispositions pénales, civiles ou autres du droit de l'Union ou du droit belge.
Als legitieme toegangvragende partij worden beschouwd:	Sont considérés comme demandeurs d'accès légitimes :
1° elke persoon in het kader van inbreuken op intellectuele eigendomsrechten of naburige rechten;	1° toute personne dans le cadre de violations des droits de propriété intellectuelle ou des droits voisins;
2° het Instituut;	2° l'Institut;
3° het CCB;	3° le CCB;
4° het nationale CSIRT;	4° le CSIRT national;
5° de politiediensten;	5° les services de police;
6° de gerechtelijke overheden;	6° les autorités judiciaires;
7° de inlichtingen- en veiligheidsdiensten;	7° les services de renseignement et de sécurité;
8° de FOD Economie;	8° le SPF Economie;
9° de FOD Financiën.	9° le SPF Finances.
Op voorstel van het Instituut of op eigen initiatief, na advies van het Instituut, kan de Koning bijkomende legitieme toegangvragende partijen aan deze lijst toevoegen.	Sur proposition de l'Institut ou d'initiative, sur avis de l'Institut, le Roi peut ajouter à cette liste des demandeurs d'accès légitimes supplémentaires.
De registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, stellen de verzoeker in staat om gemakkelijk zijn verzoek in te dienen.	Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine, offrent au demandeur la possibilité d'introduire aisément sa demande.
Er is sprake van hoogdringendheid indien het gebruik van een domeinnaam kan leiden tot levensbedreigende situaties en/of onherstelbare schade.	Il est question d'urgence si l'utilisation d'un nom de domaine peut conduire à des situations de danger de mort et/ou à des dommages irréparables.

Elke weigering van een naar behoren met redenen omkleed verzoek wordt met redenen omkleed.	Tout refus d'une demande dûment motivée est motivé.
Het beleid en de procedures met betrekking tot de bekendmaking van deze gegevens worden openbaar gemaakt.	Les politiques et procédures de divulgation de ces données sont rendues publiques.
De registers voor topleveldomeinnamen en de entiteiten die domeinnaamregistratiediensten verlenen, mogen de houder van een domeinnaam niet op de hoogte brengen wanneer een verzoek zoals bedoeld in het eerste lid werd ingediend.	Les registres des noms de domaine de premier niveau et les entités fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine ne peuvent pas informer le titulaire d'un nom de domaine lorsqu'une demande visée à l'alinéa 1er a été formulée.
§ 6. Het Instituut kan een register voor topleveldomeinnamen of een entiteit die domeinnaamregistratiediensten verleent bindende instructies geven met het oog op de naleving van dit artikel.	§ 6. L'Institut peut donner des instructions contraignantes à un registre de noms de domaine de premier niveau ou à une entité fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine, en vue du respect du présent article.
§ 7. Indien een register voor topleveldomeinnamen of een entiteit die domeinnaamregistratiediensten verleent dit artikel, een in uitvoering van dit artikel aangenomen koninklijk besluit of een bindende instructie van het Instituut niet naleeft, kan het Instituut de in hoofdstuk 2 van de wet van 26 april 2024 tot vaststelling van een kader voor de cyberbeveiliging van netwerk- en informatiesystemen van algemeen belang voor de openbare veiligheid bedoelde administratieve maatregelen of geldboetes opleggen.”.	§ 7. Si un registre de noms de domaine de premier niveau ou une entité fournissant des services d'enregistrement de noms de domaine ne respecte pas le présent article, un arrêté royal adopté en vertu du présent article ou une instruction contraignante émise par l'Institut, l'Institut peut imposer les mesures ou amendes administratives visées au chapitre 2 de la loi du 26 avril 2024 établissant un cadre pour la cybersécurité des réseaux et des systèmes d'information d'intérêt général pour la sécurité publique. ».
(...)	(...)
TITEL VI. - Diverse wijzigings-, overgangs- en slotbepalingen.	ITRE VI. - Dispositions diverses modificatives, transitoires et finales.
(...)	(...)
HOOFDSTUK III. - Overgangsbepalingen.	CHAPITRE III. - Dispositions transitoires.
(...)	(...)